

**Convention collective**

IDCC : 9191. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE,  
D'ÉLEVAGE, DE CULTURES SPÉCIALISÉES,  
ET LES CUMA  
(CORRÈZE)  
(24 mai 1967)**

(Étendue par arrêté du 18 juillet 1968,  
*Journal officiel* du 24 août 1968)

AVENANT N° 123 DU 10 NOVEMBRE 2005 (1)

NOR : *AGRS0697087M*  
IDCC : *9191*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Corrèze ;

Le syndicat des maraîchers, horticulteurs et pépiniéristes de la Corrèze ;  
Le syndicat départemental de la propriété agricole et des employeurs de main-d'œuvre agricole ;

La confédération paysanne MADARAC de la Corrèze,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats de la Corrèze CGT ;  
L'union départementale des syndicats de la Corrèze CFDT ;  
L'union départementale de la Corrèze CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Au chapitre X

Durée du travail. – Repos hebdomadaire. – Jours fériés

A l'article 28 « Durée du travail ».

Les alinéas : « La durée normale du travail effectif est fixé à 35 heures par semaine » et « La répartition de la durée du travail est fixée conformément aux dispositions de l'article 992 du code rural, des textes réglementaires

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

d'application et de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.» sont annulés et remplacés par : « La durée normale du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine conformément aux dispositions de l'article L. 713-2 du code rural, des textes réglementaires d'application et de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles. »

Les alinéas qui suivent restent inchangés.

A l'article 29, le titre : « Modulation de la durée du travail » est remplacé par « Annualisation de la durée du travail ».

Les paragraphes : « Définition », « Conditions de mise en œuvre », « les salariés concernés » et leur contenu sont annulés et remplacés par : « L'annualisation de la durée du travail a pour objet d'adapter la durée du travail à la nature saisonnière de l'activité. Sa mise en œuvre est faite dans les conditions prévues par l'accord national du 23 décembre 1981 modifié dans son article 10.4, chapitre X et son annexe II ».

A l'article 30 « Définition et rémunération des heures supplémentaires » :

Les alinéas : « a) Définition des heures supplémentaires » et « b) Rémunération des heures supplémentaires et repos compensateur » sont supprimés et remplacés par : « Les heures supplémentaires sont celles qui sont effectuées au-delà de la durée normale de travail effectif défini à l'article 28. Elles sont mises en œuvre dans les conditions prévues par l'accord national du 23 décembre 1981, chapitre VII (articles 7.1, 7.2, 7.3 et 7.4) ».

A l'article 31 « Durées maximales du travail » :

Durée maximale journalière.

L'alinéa : « L'exécution d'heures supplémentaires ne peut avoir pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de 10 heures » est supprimé et remplacé par : « La durée maximale quotidienne de travail effectif est fixée à 10 heures par l'article L. 713-2 du code rural. »

Les alinéas suivants restent inchangés.

Durée maximale hebdomadaire.

Les alinéas : « Sur une période quelconque de 12 semaines consécutives, la durée maximale hebdomadaire moyenne ne peut excéder 46 heures, sauf dérogation demandée au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles. » et « Sur une même semaine, la durée maximale hebdomadaire absolue est de 48 heures, sauf dérogation accordée par le service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont annulés et sont remplacés par : « En application de l'article L. 713-13 du code rural, la durée maximale hebdomadaire est fixée à 48 heures, sauf dérogation accordée par le service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles ».

Durée maximale annuelle.

L'alinéa : « L'exécution d'heures supplémentaires ne peut avoir pour effet de porter la durée annuelle du travail à plus de 1 940 heures » est annulé et remplacé par : « En application de l'accord du 23 décembre 1981, l'exé-

cution d'heures supplémentaires ne peut avoir pour effet de porter la durée annuelle de travail à 1 940 heures sauf dans les conditions prévues par ledit accord dans son article 8.4.»

Les alinéas : « Dans les exploitations de polyculture-élevage à dominante élevage, n'employant qu'un seul salarié polyvalent, la durée annuelle du travail peut être portée à 2 000 heures. Dans ce cas, la variation de l'horaire normal prévue à l'article 28 ci-dessus, n'est pas mise en œuvre dans l'exploitation. » et « La durée maximale annuelle du travail susceptible d'être effectuée par un salarié, est réduite à due proportion des périodes pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue. » sont supprimés.

A l'article 32 « Maximum d'entreprises ».

L'alinéa : « Dans chaque exploitation ou entreprise employant plus de 2 salariés, le nombre total des heures de travail effectué ne peut être supérieur, par année, à un maximum qui est déterminé en fonction du nombre de salariés » est modifié comme suit : « Par application de l'accord du 23 décembre 1981, dans chaque exploitation ou entreprise employant plus de 3 salariés, le nombre total des heures de travail effectué ne peut être supérieur, par année, à un maximum qui est déterminé en fonction du nombre de salariés et des conditions prévues par ledit accord dans son article 8.5. »

Les alinéas qui suivent sont supprimés.

A l'article 35 « Travail de nuit ».

Les 2 premiers alinéas restent inchangés.

Le 3<sup>e</sup> alinéa est modifié comme suit : « Tout travail effectué entre 21 heures et 6 heures est considéré comme travail de nuit ; il est rémunéré avec une majoration de 50 %. »

Au chapitre XVI, le titre « Suspension du contrat de travail » et son contenu sont abrogés ainsi que l'annexe I concernant la prévoyance et sont remplacés par le chapitre XVI « Régime de prévoyance ».

## Article 48

### *Prévoyance*

#### 1. Champ d'application.

Les exploitations visées par la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de polyculture, de cultures spécialisées, d'élevage, d'élevages spécialisés et les CUMA de la Corrèze du 24 mai 1967 adhèrent à Agri-Prévoyance afin de faire bénéficier de la garantie incapacité de travail selon les modalités précisées ci-après.

#### 2. Prestations.

##### 2.1. Participants. – Bénéficiaires.

Bénéficient de la garantie les salariés non cadres justifiant d'une ancienneté continue de 6 mois dans l'entreprise en ce qui concerne le risque maladie et sans condition d'ancienneté pour le risque accident du travail.

## 2.2. Contenu des prestations.

### Incapacité temporaire.

Les salariés en arrêt de travail pour maladie, accident de la vie privée, accident du travail, du trajet ou maladie professionnelle, bénéficiaires d'indemnités journalières légales, bénéficient :

- à compter du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt en cas d'accident du travail, du trajet ou de maladie professionnelle ;
- à compter du 11<sup>e</sup> jour d'arrêt en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, d'indemnités journalières complémentaires, de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à :
  - 90 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant 90 jours ;
  - 66,66 % de ce même salaire aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales.

Les niveaux d'indemnisation prévus ci-dessus s'entendent sous déduction des indemnités journalières légales et ne peuvent être supérieurs au salaire net d'activité qu'aurait perçu le salarié.

### Incapacité permanente.

En cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égale aux 2/3, il est versé une pension d'invalidité complémentaire aux prestations versées par la mutualité sociale agricole dont le montant mensuel est égal à 16,66 % du douzième des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 4 trimestres civils précédant la date de l'arrêt de travail.

Les revalorisations de cette prestation sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

Les pensions d'incapacité permanente éventuellement en cours de service à la date d'entrée en vigueur de la présente garantie continuent à être supportées par l'ancien organisme assureur ; en revanche, les revalorisations postérieures à cette même date d'entrée en vigueur seront prises en charge par Agri-Prévoyance dans la mesure où l'organisme assureur précédent n'assurait pas lui-même cette revalorisation.

En cas de résiliation de la garantie prévue par la présente annexe ou en cas de changement d'organisme assureur, les prestations d'incapacité temporaire ou d'incapacité permanente seront maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation ; dans cette dernière hypothèse, il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L.912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur, la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité et invalidité, au moins sur la base de l'évolution du point ARRCO.

### Fonctionnement.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées pour le compte d'Agri-Prévoyance par la caisse de MSA aux salariés bénéficiaires de la garantie conjointement aux indemnités journalières légales, selon la même périodicité et sans formalité spécifique.

## 3. Couverture des charges sociales.

Les charges sociales (patronales et ouvrières) dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de la MSA par Agri-Prévoyance.

Pour ce faire, la part ouvrière des cotisations sociales dues sur les indemnités journalières est prélevée sur le montant même de ces indemnités qui sont donc services nettes de cotisations aux salariés bénéficiaires.

#### 4. Cotisations.

Le financement de la garantie est assuré par une cotisation égale à 0,98 % (soit 0,73 % pour l'incapacité temporaire et 0,25 % pour l'incapacité permanente) des rémunérations versées aux salariés visés à l'article 2 ci-dessus.

Cette cotisation sera supportée à raison de 0,49 % par l'employeur et de 0,49 % par le salarié, les fractions de cotisation destinées à la couverture, d'une part de la garantie résultant de l'extension à l'agriculture de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation en cas de maladie, soit 0,26 %, et d'autre part des risques accident du travail, soit 0,14 % étant à la charge de l'employeur.

Au sus de cette cotisation, l'employeur versera une cotisation de 0,16 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Ces cotisations sont appelées par la caisse de la MSA conjointement aux autres cotisations sur salaires.

Les règles d'arrondissement, les délais d'exigibilité et l'application des pénalités en cas de retard dans le paiement des cotisations sont identiques à ceux fixés par la législation des assurances sociales agricoles.

#### 5. Point de départ et cessation de garantie.

Les prestations prévues par le présent accord s'appliquent aux arrêts de travail survenus à compter de sa date d'effet.

#### 6. Date d'effet.

Le présent accord prend effet au 1<sup>er</sup> avril 2006.

#### 7. Durée.

Le présent accord est valable aussi longtemps que restent en vigueur les dispositions de la convention collective désignant Agri-Prévoyance.

Agri-Prévoyance communique, chaque année avant le 31 août, aux partenaires sociaux signataires, un bilan de la garantie pour l'année civile écoulée.

Les signataires conviennent de se réunir en commission mixte afin d'examiner les modalités d'organisation de la présente mutualisation et le choix de l'organisme assureur dans un délai de 3 ans.

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et 5 exemplaires seront déposés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Corrèze.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 133-10 et suivants du code du travail.

Fait à Tulle, le 10 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)